



2, place de la Bourse
CS 91 942
33050 Bordeaux Cedex

NOUVELLE-AQUITAINE.CCI.FR

Pouvoir adjudicateur :

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE REGION NOUVELLE-AQUITAINE

2, place de la Bourse

33000 BORDEAUX

MARCHÉ N° 2024 0902

**PRESTATION D'ÉLABORATION DES COMPTES COMBINÉS
DE LA CCI NOUVELLE-AQUITAINE**

&

**MISE A DISPOSITION DE L'OUTIL DE CONSOLIDATION
GROUPE**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

PRESENTATION DE LA CCI NOUVELLE-AQUITAINE

Les CCI sont des établissements publics, placés sous la tutelle de l'Etat, et qualifiés par la loi de « corps intermédiaires de l'Etat ». La loi précise les missions des différents échelons que sont CCI France, les CCI de Région et les CCI territoriales et départementales d'Île-de-France.

Depuis le 1er janvier 2013, le réseau des CCI est composé de CCI France (établissement national fédérateur et animateur des Chambres de Commerce et d'Industrie), de CCI de Région et de CCI territoriales.

La CCI Nouvelle-Aquitaine est la CCI de la région Nouvelle-Aquitaine, région qui compte 13 CCI Territoriales (Bayonne Pays Basque, Bordeaux Gironde, Charente, Charente-Maritime, Corrèze, Creuse, Deux-Sèvres, Dordogne, La Rochelle, Landes, Limoges et Haute-Vienne, Lot-et-Garonne, Pau Béarn, Rochefort et Saintonge, Vienne), qui sont rattachées à la CCI Nouvelle-Aquitaine.

Les CCI de Région encadrent et soutiennent les activités des CCIT. A ce titre :

- elles définissent une stratégie pour l'activité du réseau,
- elles adoptent des schémas sectoriels destinés à encadrer les projets des CCIT dans des domaines tels que la gestion des équipements aéroportuaires et portuaires, la formation et enseignement, l'aide à la création, à la transmission et au développement d'entreprises, le développement durable, le développement international, l'intelligence économique,
- elles répartissent entre les CCIT le produit des impositions qu'elles reçoivent, après déduction de leur propre quote-part,
- elles recrutent les personnels de droit privé et les affectent auprès des CCIT ; mettent à disposition des CCIT les agents publics ; gèrent leur situation conventionnelle et contractuelle ou statutaire de droit public,
- elles assurent au bénéfice des CCIT des fonctions d'appui juridique et d'audit ainsi que de soutien administratif dans la gestion de leurs ressources humaines, de leur comptabilité, de leur communication et de leurs systèmes d'information,
- elles peuvent passer, pour leur propre compte ou, dans leur circonscription, pour celui de tout ou partie des chambres du réseau, des marchés ou des accords-cadres ; elles peuvent assurer la fonction de centrale d'achat au sens du code des marchés publics pour le compte des CCIT,
- elles élaborent en cohérence avec le contrat de plan régional de développement des formations professionnelles, un schéma régional en matière de formation professionnelle.

ARTICLE 1 – DEFINITIONS

Il est entendu par :

• **CCI NA** : Chambre de Commerce et d'Industrie Nouvelle-Aquitaine
dont le siège social est sis 2 place de la Bourse – CS 91942 - 33050 Bordeaux cedex,

• **CCIT** : Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale, dont :

► CCI BG : la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale Bordeaux Gironde
dont le siège est sis 17 Place de la Bourse – CS 61274 - 33076 Bordeaux Cedex.

► CCI CM : la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale Charente-Maritime
dont le siège est sis La Corderie Royale – BP 20129 - 17306 Rochefort s/Mer.

Ces deux CCIT procèdent à la consolidation des comptes des entités qui leur sont rattachées.

- **Entité liée** : Entité incluse dans le périmètre de combinaison, quelle que soit sa forme juridique.
- **Entité ad hoc** : Entité liée dont la forme juridique n'est pas celle d'une société commerciale, sans lien capitalistique avec une CCIT ni avec la CCI NA.

ARTICLE 2 – CONTEXTE DE LA PRESTATION

L'article L. 712-6 du code de commerce prévoit que : « Les chambres de commerce et d'industrie de région auxquelles sont rattachées des chambres de commerce et d'industrie territoriales établissent et publient chaque année des comptes combinés dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Ces comptes sont transmis à CCI France. »

L'article R712-19 du code de commerce a été modifié par Décret n°2019-1317 du 9 décembre 2019 - art. 2. Il prévoit que « les modalités de production des comptes consolidés et des comptes combinés des établissements publics du réseau sont précisées dans une norme d'intervention de CCI France, établie en lien avec la Compagnie nationale des commissaires aux comptes.

L'entité combinante est la chambre de commerce et d'industrie de région et le périmètre de combinaison intègre l'ensemble des chambres de commerce et d'industrie territoriales qui lui sont rattachées.

Les comptes combinés sont présentés à l'assemblée générale de la chambre de commerce et d'industrie de région au plus tard le 31 juillet de l'année suivant l'exercice concerné et sont publiés sur le site internet de la chambre. »

A ce titre, la norme d'intervention 4-20 du cadre OBCF porte sur la combinaison des comptes par les CCIR et la consolidation des comptes.

Les CCI se conforment au règlement ANC n° 2020-01 du 9 octobre 2020 relatif aux comptes consolidés et combinés, sous réserve des dispositions spécifiques (notamment les articles R712-7-5° et R712-19 du code de commerce) et des précisions rendues nécessaires du fait de leur statut d'établissement public de l'Etat ou du fait de la nature de leur activité et de leur organisation en réseau.

La CCI NA publie ses comptes combinés depuis l'exercice comptable clos le 31 décembre 2020.

La CCI NA assure l'établissement de sa comptabilité et des comptes sociaux annuels. Pour cela elle s'appuie sur la Direction des Affaires Financières qui porte les missions suivantes :

en termes d'appui aux CCIT,

- la gestion de la ressource fiscale régionale, et sa répartition aux CCIT,
- le pilotage des travaux d'harmonisation des processus comptables et financiers,
- la gestion d'outils financiers communs au réseau,
- une mission d'audit et de contrôle financier des CCIT, notamment dans le cadre de la prévention de la mise en œuvre de la solidarité régionale,
- la relation régionale avec la Direction Normes et Audit de CCI France,

et pour le compte de la CCINA,

- le pilotage budgétaire des actions de la CCINA et le reporting financier auprès de la Tutelle, de CCI France, de la Direction Générale et des élus de la CCINA,
- la comptabilité générale de son budget de fonctionnement, soit 130 m€ en 2023
- la mise à disposition des collaborateurs d'un système d'information efficient et sécurisé.

La Direction des Affaires Financières de la CCINA s'appuie sur une équipe de 6 personnes et de 5.8 équivalents temps plein :

- une Directrice
- un Chargé des systèmes d'information
- une Responsable du Contrôle de Gestion
- une Contrôleuse de gestion
- une Responsable comptable
- une Comptable

La Direction des Affaires Financières de la CCINA s'appuie sur un cabinet d'expertise comptable pour la production des comptes combinés.

Les comptes combinés sont élaborés dans l'outil OPERA édité par Amelkis.

La CCI BG établit elle-même la consolidation de ses comptes et utilise l'outil CEGID.

La CCI CM établit elle-même la consolidation de ses comptes. Elle utilise depuis l'exercice 2023 l'outil OPERA dans la même base que la CCINA.

ARTICLE 3 – OBJET ET ETENDUE DU MARCHE

3.1) Objet

L'objet du marché est

- l'établissement des comptes combinés annuels de la CCINA jusqu'à l'établissement des états financiers combinés annuels, certifiés par les Commissaires aux Comptes,
- la mise à disposition de l'outil de consolidation des comptes pour l'élaboration des consolidations de la CCINA, la CCI CM, et en option, la CCI BG.

3.2) Durée du marché

La durée du marché est d'un an à compter de la date de notification.

Le marché peut être renouvelé 2 fois par reconduction expresse.

ARTICLE 4 – CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHE

4.1) Textes de référence

Les travaux s'appuieront sur le règlement ANC n° 2020-01 du 9 octobre 2020 relatif aux comptes consolidés et combinés, et sur la norme d'intervention 4-20 sur la combinaison des comptes par les CCIR et la consolidation des comptes. Un référentiel méthodologique des comptes combinés et des comptes consolidés du réseau complète la norme.

4.2) Outil de consolidation

Le candidat proposera un outil de consolidation dont les licences seront acquises en mode SAAS par la CCINA.

La combinaison de la CCINA sera réalisée dans cet outil. 4 licences seront nécessaires (2 licences CCINA et deux licences commissaires aux comptes). Deux personnes de la CCINA seront formées.

La combinaison de la CCI CM sera réalisée dans cet outil. Une licence sera nécessaire.

Il est entendu que la CCINA sera propriétaire de l'ensemble du paramétrage, des données et de tous les livrables établis dans l'outil.

La prestation de paramétrage de l'outil est incluse au présent marché au point 4.4.

En option, l'outil sera également proposé pour l'élaboration de la consolidation de la CCIBG (2 licences). La formation du consolideur de chaque structure mère sera proposée.

4.3) Reprise des données historiques

Les travaux intégreront :

- la reprise des données des consolidations depuis l'outil OPERA pour la CCI NA (2020 à 2023).
- La reprise des données des consolidations depuis l'outil OPERA pour la CCI CM (2022 et 2023).

En option, le candidat proposera la reprise des données des consolidations depuis l'outil CEGID pour la CCI BG (2023).

4.4) Les travaux porteront sur les points suivants de la combinaison de la CCINA :

- Recensement des entités liées à combiner avec la méthode recommandée, et des entités à exclure.
- Préconisations de la technique de combinaison la plus adaptée à chaque entité liée.
- Recensement des opérations de retraitement à effectuer et préconisation méthodologique (modalités de suivi, calcul...).
- Paramétrage de l'outil de consolidation, et alimentation de l'outil.
- Définition du planning d'élaboration avec la CCI NA et animation du processus de combinaison auprès des Directions Financières du périmètre.
- Etablissement de états financiers des comptes combinés (comptes, plaquette, annexe...).
- Revue analytique des états financiers et analyse des principales variations.

ARTICLE 5 – DESCRIPTION DE LA MISSION

La mission d'élaboration des comptes combinés de la CCINA s'articule en plusieurs phases :

5.1) Périmètre de combinaison (phase 1)

Cette phase doit permettre :

- une prise de connaissance générale des CCI et de leur environnement juridique et informatique,
- le recensement des entités liées qui seront combinées (et celles qui seront exclues).

Une attention particulière sera portée aux entités ad hoc (associations en particulier) qui n'ont pas de lien capitalistique avec les CCI mais qui sont susceptibles d'entrer dans le périmètre de combinaison.

Conformément à la norme d'intervention 4-20 du réseau, il est prévu que la combinaison des comptes de la CCINA intègre :

- les comptes consolidés certifiés des CCIT qui produisent des consolidations.
- et directement les comptes des autres CCIT et de leurs entités liées.

Le périmètre de combinaison est estimé à :

| Cette donnée reste à ce stade une simple estimation | Estimé du nombre d'entités liées |
|--|---|
| CCI | 14 |
| SA, SAS, SARL | 22 |
| ASSOCIATIONS, GIP | 17 |
| ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR CONSULAIRES (SA) | 2 |

| | |
|--|----------------------|
| SCI | 12 |
| | 67 structures |
| La CCI de Bordeaux consolide ; la consolidation est certifiée | 20 entités |
| La CCI de Charente-Maritime consolide ; la consolidation est certifiée | 6 entités |
| 11 CCI n'établissent pas de comptes consolidés certifiés | 41 structures |

La définition du périmètre s'appuiera sur des échanges avec les Directions Financières des CCIT.

5.2) Méthodes de combinaison (phase 2)

Cette phase doit permettre notamment :

- de définir les méthodes préconisées pour chaque entité liée (Intégration globale, intégration proportionnelle, mise en équivalence),
- de préconiser les niveaux pertinents de combinaison (seuils de combinaison).

Le référentiel méthodologique du réseau préconise les méthodes suivantes :

- pour les CCIT : intégration globale
- pour les sociétés commerciales : application du droit commun (intégration globale, proportionnelle, mise en équivalence)
- pour les entités ad hoc : intégration globale sauf exception et 100% en intérêts minoritaires sauf exception.

5.3) Référentiel de combinaison commun (phase 3)

Cette phase doit permettre notamment :

- de définir le plan comptable de combinaison
- de recenser les retraitements nécessaires à l'élaboration des comptes combinés, y compris au niveau du périmètre des CCIT qui consolident leurs comptes (exemple : élimination des provisions fiscales, constatation des impositions différées, harmonisation des méthodes préférentielles)
- de préciser la méthode d'identification des flux inter-compagnies à éliminer et de lister les principales natures de flux inter-compagnies à recenser
- de préciser, pour chaque entité du périmètre, la nature et le formalisme des données nécessaires à la combinaison des comptes

5.4) Calendrier de clôture et animation du processus de combinaison des comptes auprès des Directions Financières (phase 4)

Cette phase doit permettre d'élaborer un calendrier de combinaison des comptes des entités liées du périmètre. Il sera communiqué aux CCIT et à l'ensemble des entités du périmètre suffisamment tôt pour qu'elles puissent organiser leur planning de clôture.

Pour permettre à la CCINA d'établir des comptes combinés en mai/juin et de les présenter en juin/juillet, la norme d'intervention 4.20 du réseau prévoit que :

- pour les CCIT qui ne consolident pas, la transmission des comptes audités par les CAC de la CCIT et de ses entités liées à la CCIR intervienne avant le 30 avril,
- pour les CCIT qui consolident, la transmission des comptes audités par les CAC de la CCIT et de ses entités liées à la CCIR intervienne avant le 15 mai.

Il est essentiel de prévoir un temps d'échange des Directions Financières des CCIT et entités liées

pour les sensibiliser aux travaux qu’elles auront à mener afin de pouvoir communiquer à la CCINA dans les délais les informations nécessaires à la combinaison des comptes.

5.5) Réalisation de la combinaison des comptes (phase 5) de la CCINA

Cette phase consiste à :

- préparer les comptes combinés (bilan, compte de résultat, tableau de financement, annexe aux comptes annuels, tableau de variation des fonds propres combinés, analyses distinguant Délégations de Service Public/hors DSP et information sectorielle à inclure sur les agrégats jugés les plus significatifs...)
 - intégration des données
 - élimination des flux réciproques
 - retraitements de combinaison
- réaliser la plaquette des comptes et des annexes
- assurer éventuellement la présentation des comptes consolidés en réunion d’instances (Commission des Finances et Assemblée Générale)
- contribuer à l’analyse des comptes combinés (revue analytique)
- répondre aux demandes des commissaires aux comptes.

ARTICLE 6 – SUIVI ET PILOTAGE DE LA MISSION

Les travaux d'étude seront conduits en coordination avec la Direction des Affaires Financières de la CCINA et en lien avec la direction financière de chaque CCI.

ARTICLE 7 – LIVRABLES

Le titulaire présentera et remettra les documents suivants :

- Manuel méthodologique détaillé à destination de la Direction des Affaires Financières de la CCINA et des CCIT intégrant l’ensemble des documents, des tableaux et leur mode d’utilisation basé sur l’outil informatique choisi
- Présentation à destination des différentes instances
- Planning détaillé de l’opération
- Comptes combinés 2024 avec l’ensemble des éléments constitutifs détaillés. Les dossiers de travail devront être mis à disposition des CAC, des conseils et des instances CCINA et CCIT
- Revue analytique des comptes combinés 2023-2024

ARTICLE 8 – COMPETENCES REQUISES

Le candidat devra justifier de compétences en matière de consolidation, ainsi que d'expérience sur des missions équivalentes. Par ailleurs, une bonne connaissance des CCI et de leur environnement serait un plus.

ARTICLE 9 – CALENDRIER DE LA MISSION

- Octobre-Novembre 2024 : sélection du titulaire
- Décembre 2024 : Mission préparatoire et information des utilisateurs pour la mise en œuvre de la combinaison
- Janvier-Février : reprise des données et paramétrage de l'outil de consolidation
- Mars-Juin 2025 : Mission de réalisation des comptes consolidés 2024
- Fin Juin et début juillet 2025 : Commission des Finances (arrêté des comptes) et Assemblée Générale de la CCINA (présentation des comptes)